

Monsieur

Versailles, jeudi 20 décembre 2018

Monsieur,

J'ai pris connaissance de votre courrier avec beaucoup d'attention. Compte tenu du nombre de sujets évoqués, je vous propose si vous le souhaitez nous prenions le temps d'échanger de vive voix. Mon équipe se tient à votre disposition (0139544993) pour convenir d'un rendez-vous à ma permanence parlementaire. Toutefois je tiens à vous apporter un certain nombre de réponses et /ou réflexions.

Je retiens avant tout de votre courrier le cumul de faits, sentiments, inquiétudes, mécontentements, qui expliquent la défiance des français vis à vis du pouvoir politique. Vous évoquez pêle-mêle la dégradation de l'image du président de la République, la précarisation de pans entiers de la société française, le travail de sape contre l'unité nationale, le bradage d'intérêts stratégiques et des services publics à l'étranger, la complexification de l'organisation territoriale, le musèlement des médias, l'augmentation permanente des taxes, une politique visant à éroder notre indépendance nationale à l'étranger, etc.

Sans balayer d'un revers de main les erreurs que le gouvernement et le Parlement ont sans doute commises depuis le début du mandat, j'ai la conviction que ce mécontentement profond couve depuis de très nombreuses années. Il trouve ses racines dans 30 ans de renoncements, de réformes non faites, générant toujours plus de dette, toujours plus de dépenses publiques, toujours plus d'injustices sociales et territoriales. La hausse des carburants n'a été que le déclencheur d'un mécontentement plus ancien, plus profond.

Aujourd'hui la responsabilité du Président, du gouvernement et du Parlement est de restaurer la confiance essentielle qui doit lier la population à celles et ceux qu'ils ont élus pour les représenter. C'était le sens de la loi votée dès 2017 de confiance dans la vie politique ayant, entre autres, significativement réduit les avantages des parlementaires. La simplification des normes est aussi concrètement à l'œuvre.

Mais cet indispensable lien de confiance ne sera restauré que si le gouvernement parvient à relever un défi essentiel pour notre pays : celui de réussir à faire ce que les autres pays européens ont entrepris et que la France a mis sous le tapis depuis tant d'années : engager la nécessaire optimisation de la dépense publique et des services publics ; redresser les finances de notre pays et l'engager dans la voie de la transition écologique et énergétique ; réduire les fractures sociales et territoriales. C'est ainsi et seulement ainsi que nous parviendrons à laisser aux jeunes générations un Etat plus efficace, plus juste.

C'est le sens de mon engagement au quotidien, à l'Assemblée nationale et à Versailles.

Je reste à votre disposition pour en discuter de vive voix et vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma haute considération.

Bien à vous,
Jean-Noël Barrot
